

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 17/09/2020

Reçu en préfecture le 17/09/2020

Affiché le

SLO

ID : 026-212601983-20200913-20200912_301D-DE

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 12 septembre 2020
Régulièrement convoqué le 07 septembre 2020

Le 12 septembre 2020 à neuf heures,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, Mme Sandrine MAGNETTE, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENUAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Laurent CHAUVÉAU, Mme Pauline CABANE, Mme Demet YEDILI, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, M. Laurent MILAZZO, Mme Catherine AUTAJON, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Florence VINENT (pouvoir Mme Catherine MATSAERT), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir Mme Marie-Christine MAGNANON), M. Dorian PLUMEL (Pouvoir M. Cyril MANIN), Nicolas DELOLY (pouvoir Mme Sandrine MAGNETTE), Mme Mathilde CONTAT (pouvoir M. Christophe ROISSAC), M. Laurent LANFRAY (pouvoir Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), Mme Françoise CAPMAL (pouvoir Mme Catherine AUTAJON)

Excusé(s) : M. Jean-Frédéric FABERT

Secrétaire de Séance : Mme Demet YEDILI

3.01 - ALIGNEMENT DE VOIRIE – CHEMIN DU ROUBION ET CHEMIN DU BOIS DE LION

Monsieur Karim OUMEDDOUR, Adjoint au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :
L'alignement est « la détermination par l'autorité administrative de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines ».
Il découle soit d'un plan d'alignement qui, après enquête publique, approuve la nouvelle limite d'une voie sur toute sa longueur, soit d'un alignement individuel qui ne concerne que la propriété du demandeur et qui, en l'absence de plan d'alignement, est délivré au regard de la situation des lieux (limite de fait).

Lorsque les riverains d'une voie publique souhaitent connaître leur limite de propriété par rapport à la voie publique, ils doivent demander un alignement individuel. La réalisation de travaux en l'absence ou en méconnaissance d'un alignement individuel peut constituer une infraction et être sanctionnée par une amende, voire par la démolition de l'ouvrage. Dès lors qu'un riverain en fait la demande, l'administration a l'obligation de délivrer un alignement individuel.

En revanche, ce dernier n'emporte pas transfert de la propriété. Pour acquérir l'emprise privée correspondant à l'alignement, un acte de cession en la forme authentique au profit de la Commune doit être établi.

1 – Alignement chemin du Roubion

Dans le cadre du bornage réalisé par Monsieur JOUANIQ Montélimar pour les parcelles cadastrées AX 196 et AX 197 situées 7 chemin du Roubion, **Madame COSTE Liliane**, propriétaire, a sollicité la Ville, afin de déterminer la limite entre la voie publique et sa propriété.

L'alignement a été déterminé selon la limite de propriété existante mais des éléments ont été mis en avant au regard de la situation des lieux et font apparaître que la parcelle cadastrée **AX 197** est à l'extérieur de la clôture existante et qu'elle est d'ores et déjà intégrée à l'assiette foncière de la voie publique.

Il est ainsi proposé d'acquérir cette bande de terrain cadastrée AX 197 d'une superficie de 135 m² pour régulariser l'alignement de la propriété de Madame COSTE.

2 – Alignement Chemin du Bois de Lion

Dans le cadre du bornage et de la division de la parcelle cadastrée AY 355, située chemin du Bois de Lion, appartenant à **Monsieur et Madame MERCURIO Jean-Pierre**, la SELARL Thierry BAUBET a sollicité la Ville afin de déterminer la limite entre la voie publique et leur propriété.

L'alignement a été déterminé selon la limite de propriété existante mais des éléments ont été mis en avant au regard de la situation des lieux pour fixer un alignement futur permettant à terme l'élargissement de la voie et sa sécurisation. L'emprise concernée est située à l'extérieur de la clôture existante.

Il est ainsi proposé d'acquérir cette emprise nouvellement cadastrée **AY 670** d'une superficie de 115 m² pour régulariser l'alignement de la propriété de Monsieur et Madame MERCURIO.

Les acquisitions auront lieu à titre gratuit, de gré à gré, par acte notarié ou administratif. Les frais d'acte seront à la charge de la Commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2122-21 et L.2241-1,

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L. 112-1 et suivants,

Vu la dispense de l'avis de France Domaine pour toutes les acquisitions inférieures au seuil de 180 000€ (Arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et Instruction n°2016-12-3565 du 13 décembre 2016),

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** l'acquisition gratuite de la bande de terrain correspondant à l'alignement du chemin du Roubion cadastrée AX 197 aux conditions ci-dessus mentionnées,

- **D'APPROUVER** l'acquisition gratuite de la bande de terrain correspondant à l'alignement du chemin du Bois de Lion cadastrée AY 670 aux conditions ci-dessus mentionnées,

- **D'APPROUVER**, après les transferts de propriété, le classement dans le domaine public de ces emprises ainsi acquises,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte à intervenir ainsi que tous documents afférents,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 13 septembre 2020

Pour le Maire, par délégation
L'Adjoint au Maire

Karim OUMEDDOUR

